

8/ Dans le PS, la note est à l'unanimité. Officiellement, il n'y a plus de tendances. Déjà à Toulouse, la gauche a voté avec Frossard. Après la chute de Doumergue, la CAP s'est jetée unanimement (y compris Just, Zyromsky et Pivert) dans les bras des radicaux, qui l'ont laissée sur le paillason. Cette unanimité est le pire danger. Elle permet à Frossard (et Blum et Lebas) les pires manoeuvres. Il faut réveiller la lutte de tendances. Montrer que la gauche toute entière doit se ressaisir; indiquer que les phrases gauches se résolvent toujours en actes droitiers.

Il est certain que l'atténuation de la lutte de tendances dans le PS est le fruit de la politique passive, au chloroforme, du front unique, la confiance béate et sans critique des chefs. L'état d'esprit des socialistes vient de traverser une phase d'euphorie, de contentement. Mais les événements les réveillent.

Il ne faut pas les prendre trop à gauche, trop loin d'eux. Il faut refaire la route avec eux: d'où le mot d'ordre: pour UNE gauche socialiste conséquente. Nous ne voulons que nous agglomérer à cette gauche.

Notre tactique ne doit pas être de dire: voyez-vous, nous vous l'avons bien dit, nous seuls communistes internationalistes, avons raison, venez dans notre fraction. Il faut dire: notre étiquette est purement provisoire; nous faisons bloc avec tout ceux qui critiquent et râlent d'en bas. C'est comme cela qu'on obtiendra un courant massif, puissant; par une cassure élémentaire.

9. En ce qui nous concerne, nous communistes internationalistes, nous voulons servir ce regroupement. Nous croyons que les bolcheviks-léninistes doivent y participer avec nous, mais précisément sur ce terrain, ils doivent réformer leur régime intérieur, qui n'est pas compatible avec cette tâche. Ils doivent aussi réviser leur mot d'ordre: pour l'unité organique qui constitue un progrès.

Aussi bien dans les sections qu'au moyen de notre presse, nous désirons avant tout bloquer avec les camarades à gauche. Autant que possible présenter des résolutions, agir (manifestations, organisation de tout travail commun) sur le pied d'égalité absolu avec les autres camarades. Nous ne sommes pas une tendance de droit divin. Nous n'apportons pas que des mots d'ordre justes, mais aussi des erreurs; alors, il faut apprendre.

Une fois la barrière de l'indépendance organique abattue, on doit se considérer comme la tendance radicale à l'aile gauche du centrisme, mais en contact avec lui. Quand on a fait disparaître un pôle indépendant, il faut aller chercher les matériaux d'un nouveau à pied d'oeuvre.

P. Naville 15/II/34

Le 15 Décembre

paraîtra

le premier numéro

de la nouvelle série de

" LA LUTTE DE CLASSES 5 "

Organe mensuel du marxisme révolutionnaire.

Envoyez-nous dès à présent votre souscription: Compte Chèque postal: Naville-I333-80-Paris.

APRES LA CRISE DOUMERGUE-FLANDIN.

oooooooooooo

Un vote de la 20° section

Dans la 20° section, la discussion en vue du Conseil Fédéral fut précédé d'un examen de l'attitude de la direction du Parti lors de la chute du gouvernement Doumergue.

La plupart des camarades firent remarquer qu'il était au moins présomptueux d'attribuer cette chute aux articles de Léon Blum. En tous cas, rien ne légitimait l'attitude prise par le groupe parlementaire et la CAP après la chute de Doumergue.

Les camarades se rappellent que la CAP à son unanimité, se trouva d'accord avec le groupe parlementaire pour affirmer la collaboration ministérielle aux radicaux, dans des conditions qui rappelaient singulièrement le "participationnisme" de naguère. Quelques phrases décoratives sur le caractère "combattif" d'un pareil participationnisme ne changeaient rien à l'affaire.

La réaction des camarades devant la résolution de la CAP fut fort vive. En conclusion de la discussion, la résolution suivante fut votée à l'unanimité:

La 20° section tient amicalement à dire à la CAP qu'elle ne peut donner son assentiment à la motion votée par elle au cours de la récente crise ministérielle. Cette motion, qui marque implicitement le désir, sinon la volonté, d'une collaboration gouvernementale avec les partis bourgeois dits de gauche, en vue de la lutte pour la sauvegarde des libertés démocratiques, ne nous paraît pas respecter, ni la lettre, ni l'esprit de la motion de Toulouse qui, sur le point particulier de la participation ministérielle, avait mis un point final à diverses controverses.

A une heure où l'affirmation des caractères peut être un élément décisif de la victoire, la situation politique commande autre chose que des souhaits pareils.

La 20° section persiste à penser que dans un cadre capitaliste maintenu, l'exercice du pouvoir ne peut conduire qu'à des faillites certaines. Si la césure n'est pas sommée définitivement entre le mode de production capitaliste et la propriété sociale des moyens de production, aucune action ne pourra efficacement porter atteinte au développement du fascisme. Et comme les partis bourgeois, dit de gauche, n'auront jamais aucune raison d'abandonner leur idéologie trompeuse de paix sociale entre les classes, la 20° section a toute raison de penser que dans les circonstances présentes, la participation ministérielle est définitivement condamnée, et elle regrette une dernière fois que la CAP ait placé sur le plan des préoccupations d'ordre parlementaire des problèmes dont la solution n'est possible qu'avec le concours décisif du prolétariat.

Malheureusement cette résolution, qui fut portée devant le Conseil Fédéral, n'y trouva pas l'écho nécessaire. C'est une des raisons pour lesquelles le Conseil fédéral ne put en fin de compte adopter une résolution politique nette, bien qu'elle en ait "interprété" deux ou trois.

Trop d'interprétation, et pas assez de décision!

oooooooo

La même résolution fut adoptée par la section de Choisy-le-Roi.

=====

APRES LE CONSEIL NATIONAL.

Le Conseil fédéral de la Seine, et le Conseil National qui la suivi on donne une impression de confusion complète, on peut même dire, de désarroi.

Ni l'un, ni l'autre n'ont éclairci la situation politique, adopté des résolutions précises, et examiné les moyens de les faire passer dans l'action. Dans aucun de ces deux conseils, les tendances n'ont pris une position nette; l'opportunisme a triomphé. Ainsi, une fois de plus, "l'unanimité" n'a été que le masque trompeur du doute et de la confusion.

Et pourtant! Est-ce que la situation n'exigeait pas une attitude sans équivoque? Est-ce qu'il n'était pas urgent de sortir du marais?

N'oublions pas dans quelles circonstances se sont réunis ces Conseils: - après la chute de Doumergue et la constitution du ministère Flandin, accueilli par Blum dans ces termes conciliants: "A ce gouvernement, à l'heure qu'il est, le parti au nom duquel je parle doit refuser sa confiance." (Journal Officiel)

- Après le vote unanime de la CAP et du groupe parlementaire, se déclarant prêt à la participation avec les radicaux.
- après 2 mois de discussion au comité de coordination sur le programme d'action présenté par le P.C. (Programme présenté le 9 oct. voir lettre du P.C. au C.N.)
- à la veille d'une offensive Etatiste de grand style de Flandin contre les masses travailleuses.
- à la veille d'une nouvelle vague d'attaque des fascistes.
- au lendemain de la glorieuse insurrection des travailleurs d'Espagne.

Eh bien, dans une telle situation, ni le Conseil Fédéral, ni le Conseil National n'ont rien trouvé à dire aux travailleurs. Le C.N. n'a pu que charger sa CAP de répondre aux propositions du P.C., mais sans lui tracer lui-même la voie.

Le Conseil Fédéral.

Les débats politiques du Conseil Fédéral restent entourés d'un profond mystère... Personne n'est capable de dire au juste ce qui y a été exposé, et comment il a conclu sa discussion.

Le Populaire s'est borné au compte-rendu suivant: "Un large débat s'est déroulé sur les derniers points de l'ordre du jour du

jour du C.N. : l'action politique et le bilan de l'unité d'action. A titre indicatif (?) le C.F. a adopté un texte de la 19° section auquel Desphelippon et Zyromski notamment ont donné une interprétation (?) Nous publions demain le texte de la motion."

Or, le Populaire n'a rien publié.

Les représentants de la Seine au CN ne lui ont rien transmis. Une telle situation ne peut que susciter les pires craintes.

Si le texte de la 19° section a été adopté, il faut le publier. S'il avait été adopté, il fallait le soumettre au C.N. S'il a été adopté, il faut l'appliquer et en informer les sections. Mais au lieu de cela, silence!

Nos camarades de la Vérité ont publié la résolution. On ne peut nier que le texte contient un certain nombre de confusions, d'imprécisions. Mais elle constitue un progrès incontestable. Elle pose à l'action du Parti dans la Seine quelques objectifs concrets. Elle détermine des méthodes de lutte adéquates. Donc, il faut briser cette "conspiration du silence". Il faut mettre en application cette résolution.

Les éléments de gauche de la Fédération, qui ne veulent pas se payer de mots, doivent l'exiger.

Mais le mystère entretenu autour de ce C.F. aurait été dissipé si l'on avait posé les problèmes politiques en toute franchise.

Le Conseil National.

Du Conseil National, pas grand'chose à tirer. La réponse au P.C., qui n'est pas son oeuvre, sera examinée à part.

On est simplement obligé de constater qu'il ne s'est pas trouvé une seule voix dans ce C.N. pour crever la bulle de savon de l'unanimité de confusion.

Personne n'a osé parler du gouvernement Flandin et de ses succeurs. Personne n'a apporté un plan d'action et une volonté d'action. Comme à Toulouse, la gauche s'est évanouie.

Les résultats de ce C.N. ont déçu les éléments les plus bienveillants envers la direction. Ils ont rempli de colère les éléments révolutionnaires.

La Réunion du C.N.M. des Jeunes.

Le dernier C.N.M. vient de donner un brutal coup de frein au développement des Jeunesses, particulièrement dans la Seine. Le Populaire, qui n'a pas osé publier la résolution adoptée par le Conseil Fédéral, a cependant trouvé 2 colonnes pour les débats du C.N.M. Très significatif...

Nos camarades connaissent la situation dans les Jeunesses. Un courant, entièrement progressif et véritablement révolutionnaire, et qui a la direction à la Fédération de la Seine, lutte pour obtenir les droits politiques intégraux à la Jeunesse. Les Jeunes doivent avoir, comme les adultes et en liaison avec eux, le plein droit de déterminer leur action, et de discuter de tous les problèmes de la tactique socialiste, sans exception.